

*Le budget*

Le budget a réduit les dépenses de 12 milliards sur trois ans, avec une réduction de seulement 1,4 milliard en 1995-1996. En fait, ce que le gouvernement ne dit pas aux Canadiens, c'est que nous empruntons encore plus cette année que l'année dernière, même avec ces compressions budgétaires mal inspirées.

Les causes de cet état de choses sont extrêmement pénibles. C'est que les intérêts sur la dette sont en train de devenir astronomiques et que les gouvernements libéraux et conservateurs, ainsi que le gouvernement actuel, ont empilé déficit sur déficit.

Le plan d'action des libéraux laissera le Canada encore aux prises avec un déficit d'environ 25 milliards en 1997. C'est triste à dire, mais à cause de son peu d'empressement à écouter les Canadiens, le gouvernement aura, en fin de compte, fait augmenter la dette nationale de 100 milliards de dollars, et les Canadiens auront à cracher près de 50 milliards de dollars par année en frais d'intérêts. Il s'agit d'une augmentation de 12 milliards de dollars depuis que les libéraux gras durs sont arrivés au pouvoir.

Les libéraux ont également réussi à présenter un budget qui causera des désagréments à court terme, lesquels provoqueront des désagréments à plus long terme encore. Les Canadiens voulaient un budget qui non seulement freine les dépenses, mais fait aussi un effort concerté pour lancer le processus permettant d'éliminer le déficit.

C'est ce que nous avons proposé dans le budget des contribuables. Notre budget aurait permis d'éliminer le déficit national en trois ans. Le Parti réformiste proposait lui aussi une bonne part de désagréments à court terme, mais on voyait une lueur au bout du tunnel. C'était un budget qui promettait l'espoir et la prospérité, contrairement au budget libéral qui laisse présager ruine et désespoir.

Les libéraux ont simplement remis les décisions difficiles à 1997 et ne sont pas disposés à prendre les mesures qui s'imposent dès maintenant. Comment peuvent-ils penser que les Canadiens les croiront disposés à prendre les décisions qui s'imposent un peu plus tard, alors que les mêmes problèmes continueront de se poser et que les décisions difficiles seront devenues encore plus difficiles à prendre?

Ils devraient être francs avec les Canadiens. Nous l'avons été dans le budget réformiste de rechange. Les libéraux devraient expliquer clairement aux Canadiens les conséquences de leur indécision et de leur ineptie en matière budgétaire. Il a fallu 12 ans aux libéraux pour accumuler les premiers 100 milliards de dollars de la dette nationale, mais à la fin de leur mandat actuel, ils l'auront alourdie de 100 milliards de dollars en quatre ans seulement. Les libéraux gras durs excellent à faire des dépenses excessives.

Les Canadiens de la classe moyenne posent les mêmes questions que les réformistes. Par exemple, chauffer sa maison constitue-t-il une échappatoire fiscale? Est-ce une échappatoire fiscale que d'avoir l'eau et l'électricité chez soi? Posséder une voiture représente-t-il une échappatoire fiscale?

• (1310)

Si la réponse à ces questions est non, alors les électeurs de ma circonscription, les Albertains, comme tous les Canadiens d'ailleurs, aimeraient savoir comment il se fait que, malgré la promesse du gouvernement actuel de limiter les hausses d'impôts aux riches et aux sociétés en supprimant les échappatoires dites fiscales, c'est encore à la classe moyenne qu'il incombe de payer la majeure partie de la hausse d'impôts qui représente près de un milliard de dollars cette année et qui comprend une taxe sur l'essence de 0,5 milliard de dollars?

Pourquoi le Parti libéral exploite-t-il l'Alberta ainsi? Les gouvernements libéraux ont la réputation d'avoir abusé des Albertains. Ce gouvernement perpétue la tradition libérale. Nous avons tout d'abord eu droit au Programme énergétique national. Voilà maintenant que prend fin la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique, la suppression de cette loi privant les Albertains de près de 200 millions de dollars par année.

Il est vrai que le gouvernement actuel n'a pas haussé l'impôt sur le revenu des particuliers, mais il continue de ménager la chèvre et le chou, puisque c'est toujours le même contribuable qui paie au bout du compte, que les impôts augmentent de un milliard de dollars cette année et qu'ils augmenteront encore de près de trois milliards de dollars d'ici 1997. Au lieu de hausser les impôts, le gouvernement aurait dû envisager de supprimer le financement de programmes non prioritaires comme celui du multiculturalisme ou les programmes de développement régional comme l'APECA, le PDEO ou le BFDR (Québec).

Le gouvernement a fait un pas dans la bonne direction pour ce qui est de la privatisation, mais il n'est pas allé assez loin. Dans chaque ministère, il y a un ou plusieurs secteurs où le gouvernement fournit un service qui entre en concurrence avec le secteur privé ou qui pourrait être exécuté plus efficacement par ce dernier.

Le ministère du Patrimoine canadien ne fait pas exception à cela. Comme le temps qui m'est imparti est limité, je vais essentiellement parler de la SRC. Le mandat premier de la SRC devrait être de présenter des émissions culturelles, informatives et dramatiques distinctes. Dans un monde où il y a de plus en plus de canaux, son mandat actuel, celui de présenter une vaste gamme d'émissions qui informent, éclairent et divertissent est cependant trop vaste. Il est également évident que le mandat de la SRC consiste à présenter aux Canadiens une programmation dont le contenu est principalement canadien. On peut toutefois se demander sérieusement si les émissions présentées aux Canadiens respectent le mandat prescrit.

Il ne s'agit plus de se demander si la SRC a un financement suffisant, car on connaît la réponse à cette question depuis longtemps, mais bien de s'interroger sur la structure de la SRC. Plus particulièrement, l'organisme ne s'est pas adapté aux réalités du marché. C'est un organisme dépassé, très coûteux où le niveau de concentration est élevé.

Nous devons sans cesse nous rappeler que le secteur de la radiodiffusion au Canada a radicalement changé depuis la création de la SRC. Les nouvelles technologies, les nouveaux servi-